

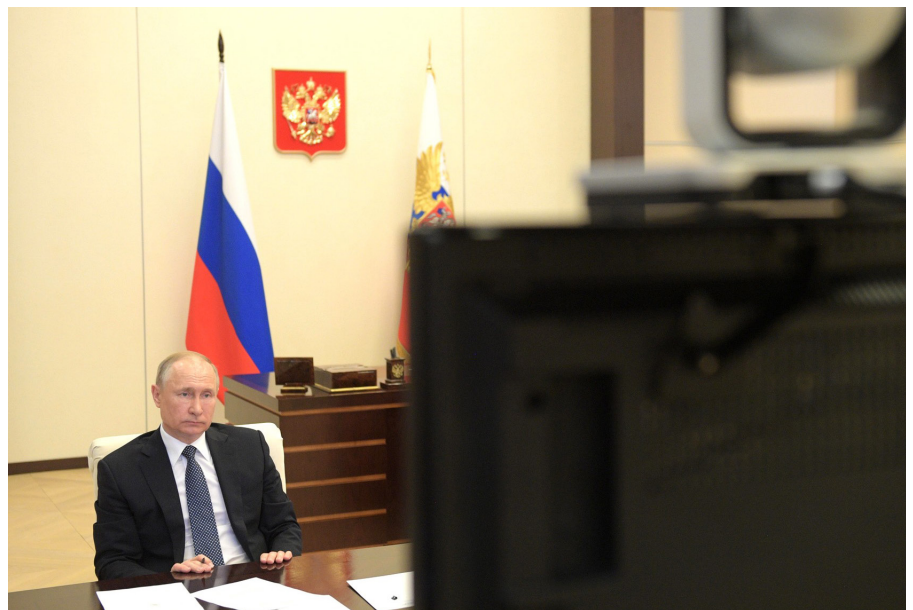
Virus dans le système russe

La crise du coronavirus plombe l'économie russe et met à l'épreuve la popularité du régime. Les conséquences nationales de la pandémie focaliseront longtemps l'attention des dirigeants, ce qui pourrait inciter le pouvoir à adopter une politique étrangère plus axée sur les questions économiques.

Par Jeronim Perović

Dès qu'elle a eu connaissance de l'ampleur de l'épidémie à Wuhan, la Russie a rapidement réagi et bouclé sa frontière terrestre avec la Chine en fin janvier 2020. Fin mars, le gouvernement a fermé toutes les frontières du pays et le trafic aérien a été totalement arrêté. Malgré des mesures strictes, le virus s'est aussi propagé en Russie. Le gouvernement russe a signalé le premier cas officiel de COVID-19 le 2 mars. Un mois plus tard, les contaminations montaient en flèche. Fin juin, le pays comptait déjà plus de 600 000 personnes infectées, se classant ainsi au troisième rang mondial derrière les États-Unis et le Brésil.

Contrairement au président du Bélarus Alexandre Loukachenko, le président russe Vladimir Poutine n'a jamais nié les dangers du virus. En revanche, les dirigeants russes ont longtemps cherché à donner l'impression que la situation était totalement sous contrôle. Il a fallu attendre le 25 mars, soit relativement tard, pour que Poutine s'adresse personnellement à la population dans un long discours télévisé attirant l'attention sur les risques de la pandémie pour la Russie. Le président a appelé la population à se confiner pendant une semaine. Plusieurs événements majeurs ont été reportés, dont le référendum sur la réforme constitutionnelle et le défilé militaire pour marquer les célébrations de la victoire le 9 mai. Dans les zones du pays qui ont été plus fortement touchées, notamment la



Depuis sa résidence à Novo-Ogaryovo, près de Moscou, le président Vladimir Poutine tient une vidéoconférence sur les derniers développements de la pandémie en avril 2020. *Kremlin.ru*

ville de Moscou, les autorités régionales sont allées beaucoup plus loin en ordonnant dans certains cas des restrictions sévères, voire un confinement total.

Malgré tout, le gouvernement a continué à tenter de dissimuler l'étendue réelle de la crise en publiant, par exemple, des statistiques officielles faisant état d'un nombre de morts singulièrement faible. Fin juin, la Russie affichait environ 9000 décès impu-

tables à la pandémie de COVID-19, ce qui correspondait à un taux de mortalité de 1,4 pour cent. Ce chiffre était nettement inférieur à ceux de la plupart des autres pays d'Europe ou des États-Unis, où il atteignait 5 pour cent à la fin du mois de juin.

Pour la Russie, ce faible taux de mortalité serait la preuve du «haut niveau de qualité» et donc de la supériorité de son système de santé par rapport à ceux des pays occiden-

taux, comme l'a expliqué le porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov dans une interview avec la chaîne de télévision CNN. En réalité, ce chiffre très bas est dû au fait que de nombreuses personnes contaminées par le COVID-19 ont été recensées comme étant décédées d'une «pneumonie grave» ou d'une autre maladie. Des enquêtes menées auprès de la population au début du mois d'avril montrent cependant qu'environ la moitié des Russes ne font pas confiance aux statistiques officielles et pensent que les taux d'infection et de décès sont plus élevés.

Si le système de santé russe ne s'est pas effondré, la propagande de l'État n'a pas suffi à dissimuler certaines lacunes graves. Les informations sur le manque d'équipement de protection, de respirateurs et de personnel soignant sont arrivées jusqu'au public, essentiellement par le biais des réseaux sociaux et des portails d'actualités indépendants. Mi-mai, un mufti local du Daghestan a signalé la situation catastrophique dans laquelle se trouvait sa république. Poutine lui-même a alors dû admettre, dans une conférence virtuelle avec les autorités du Daghestan retransmise à la télévision d'État, que la situation dans cette république du Caucase du Nord était «compliquée» et nécessitait une attention particulière.

Conséquences économiques

La crise du coronavirus frappe l'économie russe à un moment très défavorable. Affaiblie depuis 2014/15 par le faible niveau des prix du pétrole et par les sanctions occidentales, elle n'a enregistré qu'une croissance modérée ces trois dernières années. En mars et avril, parallèlement au début de la crise du coronavirus, les prix du pétrole sont tombés à des niveaux historiquement bas. Ce phénomène était lié à une baisse de la demande associée à une offre excédentaire au niveau mondial, elle-même alimentée par un différend entre la Russie et l'Arabie saoudite sur les volumes de production dans le cadre de la coordination avec l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP+). Il a fallu attendre mai pour que les prix se stabilisent à nouveau autour de 40 USD le baril. Or l'État russe a besoin que les prix atteignent au moins ce seuil pour équilibrer son budget, dont un bon tiers est financé par les taxes sur les exportations de pétrole et de gaz. Alors qu'ils étaient déjà à bout avant le début de la crise, les moyens financiers de l'État sont encore mis à mal par les dépenses supplémentaires engagées dans le cadre des me-

sures de soutien à l'économie et à la population. Le ministre russe des Finances, Anton Silouanov, a indiqué dès le début du mois d'avril que les «années fastes» pour l'économie du pays étaient terminées.

De fait, les prévisions brossent un tableau plutôt sombre: compte tenu de la récession mondiale qui se profile et du faible niveau persistant des prix du pétrole, les industries russes tournées vers l'exportation – en particulier le secteur des matières premières – doivent s'attendre à ce que leurs revenus restent faibles dans un avenir proche. En accord avec d'autres estimations, le Fonds monétaire international (FMI) prévoit un

La Russie semble aujourd'hui mieux équipée pour résister au double choc déclenché par le bas niveau des prix du pétrole et la crise du coronavirus.

effondrement des performances économiques russes de plus de 5 pour cent en 2020.

Il convient de ne pas surestimer non plus l'ampleur de la crise économique. Le système russe en a vu d'autres. Contrairement aux situations vécues lors de crise financière mondiale de 2008 et de la récession de 2014/15, la Russie semble aujourd'hui mieux équipée pour résister au double choc déclenché par le bas niveau des prix du pétrole et la crise du coronavirus. En effet, le pays possède une faible dette extérieure, de grosses réserves de devises et un «Fonds national de prospérité» dont la valeur représente environ 10 pour cent de son produit intérieur brut. Une part importante de ce fonds souverain est thésaurisée par la Banque centrale de Russie sous forme de réserves d'or et de devises. Ces réserves, associées à la rigoureuse politique d'austérité de ces dernières années, devraient aider à amortir les effets négatifs de la crise, pour un certain temps au moins. Mais si les revenus effectivement disponibles des citoyennes et des citoyens continuent à baisser avec la crise, cela pourrait ébranler le «pacte» tacite conclu entre l'État et la société (loyauté envers le régime en échange de la sécurité et de la prospérité). Pour préserver ce pacte, l'État sera certainement encore poussé à augmenter les dépenses dans le secteur public à court et moyen terme.

Politique intérieure

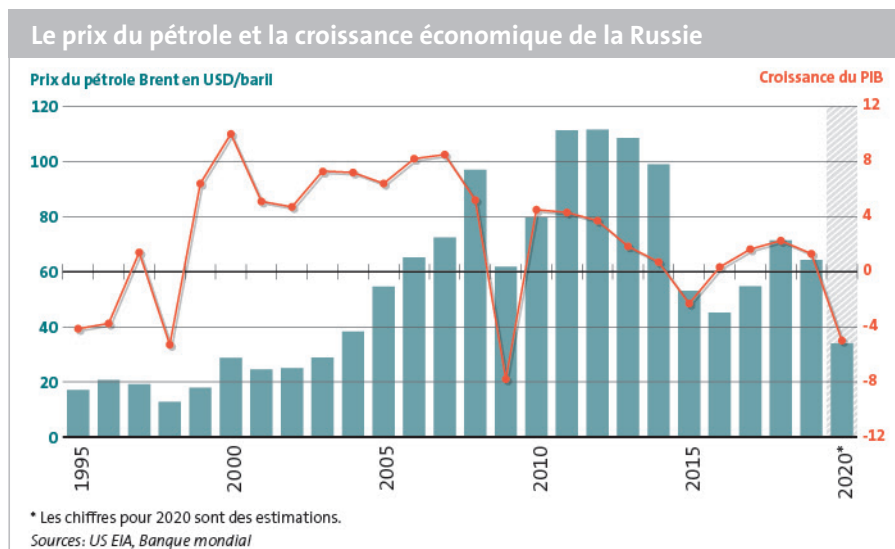
Pour limiter les dégâts économiques, plusieurs régions de Russie, dont la ville de

Moscou qui a été la plus touchée par le virus, ont introduit début juin des mesures d'assouplissement – probablement à la demande pressante du Kremlin. Le calcul est également politique: Poutine a besoin du soutien de la population en vue du référendum du 1er juillet sur la modification de la Constitution. Cette réforme lui permet de se présenter pour deux autres mandats de président. Les élections à la Douma d'État, le Parlement russe, auront également lieu en 2021. Lors des élections régionales qui se sont tenues à l'automne 2019, les candidats des partis d'opposition, notamment à Moscou, ont déjà remporté un succès d'estime contre le parti d'État «Russie unie». Malgré les restrictions des libertés démocratiques, les élections restent le fondement de la légitimité du régime et sont également un indicateur de la loyauté de la population.

Outre le traitement du nombre de décès dus au COVID-19, les tentatives des médias d'État de minimiser, voire de dissimuler complètement les lacunes du système de santé russe trahissent les difficultés rencontrées par ce régime autocratique pour faire face à la crise du coronavirus. La façon dont la Russie gère la crise permet toutefois aussi de mieux comprendre le fonctionnement de son système politique.

En vertu de sa Constitution, la Russie est un État fédéral et l'organisation du système de santé publique en grande partie relève de la compétence des régions, 85 entités dénommées «sujets de la Fédération». Compte tenu de l'ampleur de la crise et du caractère en réalité très centralisé du système politique, on aurait cependant pu s'attendre à ce que le pouvoir fédéral central coordonne plus activement les mesures de lutte contre la propagation du virus à l'échelle nationale. Mais surtout, la population russe a vraisemblablement été surprise que son «leader», d'ordinaire omniprésent, se révèle largement absent au cours des premières semaines, laissant la gestion concrète de la crise aux mains du gouvernement et des chefs de l'exécutif dans les régions. Poutine s'est également abstenu de proclamer l'état d'urgence national, que seul le président peut instaurer et qui aurait permis d'imposer des confinements dans tout le pays. Ce n'est donc pas Poutine qui est apparu comme le dirigeant le plus énergique, mais son chef du gouvernement Mikhaïl Michoustine, et plus encore le maire de Moscou Sergueï Sobianine.

Le fait que Poutine ait d'abord gardé ses distances et attendu la mi-avril pour se



montrer plus actif peut être interprété comme l'expression du malaise évident du président face à ce genre de crise. Pour une fois, la Russie s'est trouvée confrontée à un problème qu'il était difficile d'imputer à un «ennemi» extérieur ou intérieur. Et d'une façon générale, Poutine n'est pas à l'aise avec le rôle du porteur de mauvaises nouvelles. Au lieu de prendre ses responsabilités, ce qui l'obligerait à répondre ensuite des éventuelles erreurs, il a délégué la lutte contre la pandémie aux échelons inférieurs. Or le comportement de Poutine a déçu les attentes de la population russe. Selon des sondages réalisés par le centre indépendant Levada à la fin du mois d'avril, son taux d'approbation était tombé sous la barre des 60 pour cent. Cela est une première depuis le début de son premier mandat de président. En plus de cela, moins de la moitié des personnes interrogées étaient satisfaites du travail du gouvernement russe au cours de la même période.

Politique étrangère

Au début, la Russie a cherché à tirer profit de la pandémie mondiale en proposant son aide à de nombreux pays. L'armée russe a notamment fourni des tests de dépistage du coronavirus, des masques et des équipements de protection à l'Italie, à la Serbie et même aux États-Unis, médiatisant cette assistance comme un acte de bonne volonté désintéressé. En parallèle, la Russie a intensifié sa campagne de désinformation via les médias d'État et d'autres canaux afin d'utiliser la crise à son avantage dans la lutte systémique avec l'Occident – comme l'ont fait la Chine ou encore l'Iran. Un portail d'actualité russe a ainsi diffusé une fausse

information selon laquelle le virus serait une arme créée par l'OTAN pour affaiblir les autres pays.

À mesure que la crise s'est répandue en Russie, ces aspects sont toutefois passés au second plan dans le discours politique intérieur. Les discussions en direct de Poutine avec les membres du gouvernement ou les gouverneurs, diffusées à la télévision d'État, portaient essentiellement sur les mesures techniques ou sur les modalités du soutien apporté aux entreprises russes et à la population. Les débats qui ont animé la Russie ont donc été similaires à ceux observés dans les autres pays européens. La politique étrangère et les considérations géopolitiques ont clairement été reléguées en arrière-plan.

La priorité accordée aux affaires sociales et économiques internes a également eu des répercussions sur les relations de la Russie avec les pays de l'Union économique eurasiatique (UEE). Lorsque la Russie a bouclé les frontières avec ses voisins, il est devenu évident que pendant la crise, on ne pouvait attendre de Moscou qu'une solidarité limitée. Si la fermeture des frontières a restreint la circulation des marchandises, elle a aussi empêché, notamment, des dizaines de milliers de travailleuses et travailleurs d'Asie centrale d'entrer en Russie pour aider aux récoltes. En plus de plonger l'agriculture russe dans la difficulté, cette mesure a également suscité des problèmes en Asie centrale, dont l'économie dépend pour une bonne part des fonds envoyés par

les travailleurs migrants. La Russie restera dans l'UEE et poursuivra son intégration, mais son comportement pendant la crise a également montré que ce projet d'union, qu'elle faisait avancer pour des raisons essentiellement géopolitiques, occupe actuellement une place secondaire au regard des problèmes économiques internes du pays.

Les conséquences internationales de la pandémie ont aidé Moscou à prendre conscience d'un fait: si la Russie conserve suffisamment de pouvoir et de ressources pour exercer son influence au niveau régional et jouer un rôle dans certains conflits mondiaux (notamment en Syrie, en Libye ou au Venezuela), ses moyens financiers et économiques limités ne lui permettent pas d'avoir un impact majeur à l'échelle internationale. De fait, ce sont essentiellement les États-Unis et la Chine, superpuissance émergente, qui façonnent l'ordre international. Du point de vue russe, l'intensification des tensions entre les États-Unis et la Chine a pourtant peu d'intérêt. Un nouvel ordre mondial fondé sur une «bipolarité» Chine-États-Unis ne correspond pas à l'idée du monde multipolaire auquel aspire Moscou depuis le début des années 1990.

Dans ce contexte, il faut s'attendre à ce que Moscou, tout en conservant son «partena-

La façon dont la Russie gère la crise permet de mieux comprendre le fonctionnement de son système politique.

riat stratégique» avec Pékin, souhaite éviter de devenir un partenaire «junior» de la Chine du fait d'une dépendance économique croissante. On peut supposer que la Russie choisira plutôt d'intensifier ses efforts pour développer des relations avec d'autres puissances asiatiques, notamment l'Inde et le Japon. Dans la logique de cette politique d'équilibre, Moscou pourrait aussi chercher à se rapprocher de l'Europe, qui reste son principal partenaire commercial et économique. La Russie sera-t-elle disposée, dès lors, à faire des concessions sur la question de l'Ukraine? Le sujet est difficile à évaluer à ce stade. Quoi qu'il en soit, la crise du coronavirus devrait contraindre la Russie à se focaliser encore davantage sur la résolution de ses problèmes intérieurs, ce qui donnera du poids aux membres de l'élite russe qui prônent une politique étrangère pragmatique, fondée sur la coopération et les intérêts économiques.

Perspectives

Au vu des conséquences économiques et sociales de la crise du coronavirus, on imagine aujourd'hui difficilement comment Poutine peut en sortir gagnant. Son autorité était déjà largement consolidée avant le coronavirus. Si la crise se prolonge en Russie, la grogne risque de monter dans la population. Il ne faut pas s'attendre, pour autant, à un renversement. La population ne

L'accent mis sur les problèmes intérieurs donnera du poids aux ceux qui prônent une politique étrangère pragmatique.

voit toujours pas d'alternative concrète à Poutine et il n'y a pas d'opposition unie et organisée en Russie. De plus, malgré le mécontentement d'une minorité significative, le régime peut toujours compter sur le soutien d'une majorité de la population. Cet ensemble inclut les nombreuses personnes employées dans le secteur public – environ un tiers des travailleurs et des travailleuses – ou les groupes sociaux qui dépendent des prestations de l'État, notamment les retraités.

Or, ce sont précisément ces personnes qui ont reçu le plus de soutien de l'État au cours de la crise et qui lui resteront fidèles pour la plupart.

Le comportement des dirigeants face à la crise traduit toutefois les incertitudes d'un régime dont la puissance semblait intouchable jusqu'à récemment. Le fait qu'une certaine critique sociale ait été possible, même en temps de crise, montre également que la Russie n'est pas la Chine. L'absence de Poutine a mis en lumière une pluralité de voix inhabituelle dans le pays et montré que les élites politiques russes sont plus fragmentées qu'on le pense généralement.

Les intérêts et les positions de pouvoir des différents groupes d'élites du système sont difficiles à définir avec précision. Au sein du gouvernement ou dans les rangs de puissants représentants des entreprises, les voix qui se font le plus entendre actuellement sont celles qui préconisent une démarche pragmatique et axée sur l'économie. Il subsiste cependant d'autres groupes œuvrant en arrière-plan – essentiellement dans les milieux des services se-

crets et de l'appareil d'État – dont la priorité est de préserver l'existant et qui prônent un contrôle encore plus grand de la société, en développant notamment les systèmes de surveillance de l'État, afin de pouvoir étouffer dans l'œuf toute agitation de l'opposition.

La direction que prendront les choses dépend non seulement de ces facteurs internes, mais aussi de la réaction de l'Occident – en particulier l'Europe. La crise offre peut-être aussi l'occasion d'établir un dialogue constructif et de surmonter les tensions existantes.

Voir le [site thématique du CSS](#) pour en savoir plus sur les implications du coronavirus sur la politique de sécurité.

Jeronim Perović est professeur à l'Université de Zurich et directeur du Center for Eastern European Studies (CEES).

Les **analyses de politique de sécurité** du CSS sont publiées par le Center for Security Studies (CSS) de l'EPF de Zurich. Le CSS est un centre de compétence en matière de politique de sécurité suisse et internationale. Deux analyses paraissent chaque mois en allemand, français et anglais.

Editeurs: Benno Zogg
Révision linguistique: Fabien Merz
Layout et graphiques: Miriam Dahinden-Ganzoni

Feedback et commentaires: analysen@sipo.gess.ethz.ch
Plus d'éditions et abonnement: www.css.ethz.ch/cssanalysen

Parus précédemment:

Intelligence artificielle et cybersécurité No 265
Technologies numériques et la crise du coronavirus No 264
Les Balkans occidentaux entre nouvelles dépendances No 263
La candidature suisse au Conseil de sécurité de l'ONU No 262
Ukraine: la dimension religieuse du conflit No 261
L'intégration de l'IA dans la protection de la population No 260

© 2020 Center for Security Studies (CSS), ETH Zurich
ISSN: 2296-0228; DOI: 10.3929/ethz-b-000423542